



ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL RÉFORME MACRON GAGNONS LE RETRAIT

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Carole Grandjean vient de restituer les 200 « leviers » sur lesquels reposeront les expérimentations mises en place à la rentrée 2023. Les établissements supports ne sont toujours pas connus. Sont d'ores et déjà actées, la création d'une demi-journée « Avenir » au collège et la gratification des stages (un montant de 200 euros est avancé : 1,4 euro de l'heure !). Les mobilisations historiques de l'automne ont permis **d'empêcher l'augmentation** de 50% de la durée des PFMP. Pour autant, Carole Grandjean veut **développer, coûte que coûte, l'apprentissage** et ses propositions laissent planer le danger de démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire.

AUGMENTATION DES PFMP ET DÉRÉGULATION

- Modulation des PFMP en fonction des besoins et du parcours ;
- Fin des trois semaines consécutives obligatoires de PFMP ;
- Dérégulation : départs différés, au fil de l'eau, SNU, vacances, répartition différente sur les trois ans avec concentration en terminale.

LE CULTES DE L'ENTREPRISE FORMATRICE

- Intervention directe de l'entreprise dans les contenus pédagogiques de la co-intervention, du chef-d'œuvre et des modules de Terminale ;
- Désorganisation du temps scolaire (heures dédiées à la préparation des PFMP) ;
- Mentorat pour les élèves « fragiles » ;
- Développement des professeur-es associé-es/formateurs-trices associé-es.

LE MYTHE DE L'ENTREPRISE « APPRENANTE »

LES DANGERS DE L'ENTREPRISE

En 2019, l'Assurance maladie a recensé 10 301 accidents du travail d'apprenti-es et 3 110 accidents de trajet. Au total ce sont 15 apprenti-es qui sont décédé-es dont 12 dans des accidents de trajet. Ces jeunes sont également exposé-es à des produits cancérigènes chimiques. Si aucune donnée n'existe en France, l'apprentissage n'est pas exempt des violence sexistes et sexuelles.

LES LYCÉES PROFESSIONNELS NE SONT PAS DES CENTRES DE FORMATION... NI LES PLP DES FORMATEUR-TRICES.

CGT Educ'action

263 Rue de Paris

93100 Montreuil

01 55 82 76 55

unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation

- S'affranchir de l'année scolaire ;
- Modulariser les enseignements sous forme de blocs de compétences ;
- Allonger la durée d'études d'un an après un bac ou un cap en corrélation avec le développement des FCIL et des MC ;
- Imposer la mixité des publics (élèves, apprenti-es, adultes).

- Repenser le service des PLP en inscrivant dans celui-ci les enseignements dispensés à des apprenti-es ;
- Annualiser et augmenter le temps de travail ;
- « **Pacte version PLP** » : Missions supplémentaires (animation d'un réseau d'ancien-nes élèves, organisation d'un bureau de stages, maintenance de premier niveau et organisation des plateaux techniques...).

**RÉPONDRE AUX BESOINS DES
ENTREPRISES LOCALES
ATTAQUER LE DIPLÔME
COMME PIERRE ANGULAIRE
DE LA QUALIFICATION**



**LE 7 MARS ET LE 8 MARS
JOURNÉES DE MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES
FAISONS DE NOS BAHUTS DES « LYCÉES PROFESSIONNELS MORTS »**

- La CGT Éduc'action, attachée à la valeur émancipatrice de la formation, dénonce cette nouvelle offensive libérale contre l'École. Elle demande le retrait de cette réforme et le renforcement de la voie professionnelle sous statut scolaire.
- La CGT Éduc'action réaffirme sa revendication d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, afin de renforcer l'égalité des chances pour toutes et tous et s'engage à lutter contre toutes les discriminations notamment en matière d'égalité femmes/hommes.

**avec la
CGT UN AUTRE
CHOIX de
SOCIÉTÉ**